

**Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord**



***Réunion annuelle du Groupe consultatif sur le projet de registre  
nord-américain des rejets et des transferts de polluants***

***tenue les  
28 et 29 novembre 2006  
à San Diego, en Californie***

***Compte rendu de la réunion, réponse aux observations et  
orientations proposées pour le rapport  
À l'heure des comptes 2005***

**Pour de plus amples renseignements sur le projet de registre nord-américain des rejets et des transferts de polluants (R RTP), prière de communiquer avec :**

Keith Chanon  
Gestionnaire de programme chargé du projet de registre nord-américain des rejets et des transferts de polluants de la CCE  
Commission de coopération environnementale  
393, rue St-Jacques Ouest, bureau 200  
Montréal (Québec) Canada H2Y 1N9  
Tél. : 514-350-4300  
Télec. : 514-350-4314  
Courriel : <[kchanon@cec.org](mailto:kchanon@cec.org)>  
Sites Web : <[www.cec.org](http://www.cec.org)> et <[www.cec.org/takingstock](http://www.cec.org/takingstock)>

# Commission de coopération environnementale

## Compte rendu de la réunion du Groupe consultatif sur le projet de registre des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord

tenue les  
28 et 29 novembre 2006  
à San Diego, en Californie

### 1. Introduction

La Commission de coopération environnementale (CCE) a organisé une réunion publique à San Diego, en Californie, afin qu'elle serve de cadre à l'échange d'idées et donne aux intéressés l'occasion de contribuer à la mise en œuvre du projet de registre nord-américain des rejets et des transferts de polluants (RRTP) en Amérique du Nord, d'examiner les activités entreprises par le secteur privé et les collectivités autochtones, et de solliciter des suggestions en vue de l'établissement du rapport *À l'heure des comptes 2005*. Ce rapport annuel analyse les données publiques de l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP) du Canada, du *Toxics Release Inventory* (TRI, Inventaire des rejets toxiques) des États-Unis et du tout nouveau *Registro de Emisiones y Transferencia de Contaminants* (RETC, Registre de rejets et de transferts de polluants) du Mexique. À la suite de cette réunion, le 30 novembre, s'est tenue une séance spéciale qui a réuni des représentants de collectivités tribales et autochtones (voir le compte rendu distinct de cette séance).

Quelque soixante-dix personnes représentant les milieux universitaire, non gouvernemental, industriel et gouvernemental du Canada, du Mexique et des États-Unis ont assisté à la réunion annuelle; la liste de ces participants figure à l'annexe A. Un document de travail, intitulé *Consultations sur le rapport À l'heure des comptes 2005 concernant les rejets et les transferts de polluants en Amérique du Nord*, a été distribué avant la tenue de la réunion. Ce document de travail ainsi que les exposés de la réunion sont consultables dans le site Web de la CCE, à l'adresse <[www.cec.org](http://www.cec.org)>, ou sur demande.

Le présent compte rendu résume les discussions de la réunion publique sur les progrès accomplis dans le cadre des programmes nationaux de RRTP et du projet de RRTP de la CCE, sur les activités entreprises par le secteur privé et les collectivités autochtones à l'aide des données de RRTP, ainsi que sur les possibilités qui s'offrent pour ce qui est du rapport *À l'heure des comptes 2005*, notamment les orientations proposées pour cette nouvelle version.

Outre les discussions tenues au cours de la réunion et les observations qu'elles y ont suscitées, la CCE a reçu des commentaires par écrit avant et après la tenue de celle-ci. Elle voudrait d'ailleurs remercier tous les membres du Groupe consultatif pour leurs remarques et suggestions, ainsi que pour leur participation continue au processus d'établissement du rapport *À l'heure des comptes* et au projet de RRTP de la CCE. Elle tient également à remercier les représentants autochtones de leur participation à ses activités trilatérales et de

l'intérêt soutenu qu'ils y portent. Les observations au sujet du rapport *À l'heure des comptes* sont les bienvenues en tout temps.

## **2. Compte rendu de la réunion**

### **Première journée : le mardi 28 novembre 2006**

La réunion commence avec une bénédiction de M. Ron Plain, de la Première nation Aamjiwnaang d'Ontario. Le nouveau directeur de la CCE, M. Adrián Vásquez, souhaite la bienvenue aux participants et dresse ensuite un historique du projet de la CCE tout en soulignant la grande utilité des données des RRTP pour renseigner les décideurs sur les tendances de la pollution et les répercussions éventuelles des substances chimiques toxiques dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il ajoute que la CCE continue de promouvoir la comparabilité des programmes nationaux afin d'être en mesure de surveiller et d'évaluer la gestion de ces substances à l'échelle du continent. M. Vásquez fait aussi remarquer que la première publication des données du RETC à déclaration obligatoire constitue une étape importante, et il saisit l'occasion d'en féliciter le Mexique et son *Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales* (Semarnat, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles). Il précise que l'instauration du RETC représente un pas essentiel en vue d'atteindre l'objectif que s'est fixé la CCE, à savoir d'assurer la comparabilité des programmes de RRTP en Amérique du Nord.

Le directeur de la division des collectivités et des écosystèmes pour la région 9 de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis, M. Enrique Manzanilla, brosse un tableau des activités de l'EPA dans cette région dont fait partie la ville de San Diego. Il précise que la région comprend 146 tribus et que 131 programmes environnementaux y sont en cours d'exécution. Tout en félicitant le Semarnat pour la publication des données du RETC, il déclare que cela permettra d'exercer un suivi des polluants dans toute la région.

Un professeur à l'Université de Californie à San Diego, M. Keith Pezzoli, donne une description de la région de San Diego et énumère les nombreux défis environnementaux auxquels cette région est confrontée, notamment l'incinération d'ordures dans des barils, les déchets dangereux et les sites d'enfouissement. Il mentionne que San Diego se caractérise par ses extrêmes aux chapitres de la richesse et de la pauvreté, et qu'elle compte la plus forte densité de tribus aux États-Unis. Il fait aussi état de quatre vagues de questions environnementales : l'élaboration de lois et règlements de l'environnement, l'instauration de mécanismes axés sur les forces du marché, la mise au point de stratégies en matière d'information et l'établissement d'une infrastructure informatique dans une optique de viabilité de l'environnement. M. Pezzoli se dit aussi d'avis que les bases de données des RRTP cadrent avec la quatrième vague, car celle-ci va de pair avec le partage d'informations et de nouvelles stratégies environnementales.

### **Première séance : Bilan des programmes**

#### **Projet de RRTP de la CCE**

Le gestionnaire du projet de RRTP de la CCE, M. Keith Chanon, présente les activités courantes ainsi que les progrès auxquels ce projet donne lieu, dont la publication des rapports intitulés *À l'heure des comptes 2003* et *Les substances toxiques et la santé des enfants en Amérique du Nord*, ainsi que le plan d'action révisé de la CCE; la publication

prévue, au printemps de 2007, du rapport *À l'heure des comptes 2004*; une sensibilisation accrue des collectivités autochtones et tribales; les travaux en cours qui soutiennent la mise en place du RETC au Mexique. M. Chanon expose également les principaux sujets de la réunion ainsi que les objectifs du projet de RRTP.

### **L'Inventaire national des rejets de polluants du Canada**

Un représentant d'Environnement Canada, M. David Backstrom, donne un aperçu de l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP) du Canada en indiquant qu'il s'agit d'une source d'information sur la pollution qui complète d'autres inventaires et programmes de surveillance de la qualité de l'air ambiant. Cet inventaire a évolué depuis son instauration, en 1992, car il vise maintenant d'autres sources de pollution telles que le pétrole et le gaz, ainsi que d'autres substances chimiques et établissements industriels. Son évolution se poursuivra, car il est prévu d'y apporter d'autres changements, notamment la déclaration de chaque congénère des dioxines et furanes, d'autres hydrocarbures aromatiques polycycliques et des substances chimiques catégorisées dans la Liste nationale des substances. Il est également prévu de doter l'INRP d'outils supplémentaires afin d'améliorer l'accès et la compréhension de ses données. En raison du nombre croissant d'établissements qui produisent des déclarations dans le cadre de l'INRP, Environnement Canada détermine les tendances en analysant systématiquement les activités de ces établissements. Le rapport *À l'heure des comptes 2003* comporte une telle analyse et le Canada aimerait qu'elle figure dans la version consultable en ligne. Les données de l'INRP sont très utiles, mais il faut les mettre en contexte pour pouvoir les analyser et les présenter. Le Canada se réjouit de poursuivre sa collaboration avec les États-Unis, le Mexique et la CCE en vue d'améliorer la qualité, la comparabilité, l'analyse et la présentation des données trilatérales. On trouve de plus amples renseignements dans le site de l'INRP, à l'adresse <[www.ec.gc.ca/pdb/npri](http://www.ec.gc.ca/pdb/npri)>.

Les participants se disent heureux de constater que les déclarations viseront également le pétrole et le gaz ainsi que chaque congénère des dioxines et furanes, et préconisent l'application de méthodes de suivi des établissements industriels lorsqu'une de leurs divisions est vendue à une autre société. L'un des participants suggère que l'analyse donne lieu à l'application des méthodes servant à recueillir les données en raison des divers degrés de qualité. L'examen de la question des déblais et résidus miniers a été confiée aux membres de la Table sur la durabilité du secteur minier. Un autre participant ayant demandé dans quelle mesure l'INRP permet de connaître l'ampleur de la pollution, M. Backstrom indique que pour certains polluants, dont le dioxyde de soufre, les émissions déclarées en vertu de l'INRP en représentent la plus grande partie; pour d'autres, dont le monoxyde de carbone, les émissions déclarées en représentent très peu comparativement à celles de toutes les sources mobiles; pour ce qui est du reste des polluants, dont bon nombre sont toxiques, la situation est moins évidente. Un autre participant estime nécessaire que les collectivités autochtones aient un meilleur accès aux données de l'INRP.

### **Le *Toxics Release Inventory* des États-Unis**

Le codirecteur du *Toxics Release Inventory* (TRI, Inventaire des rejets toxiques), M. Ben Smith, déclare que celui-ci donne lieu à quelque 90 000 déclarations de rejets et de transferts par 23 000 établissements industriels, et que ces déclarations concernent 650 substances chimiques. Il précise que les établissements doivent produire ces déclarations en juillet et que leurs données sont disponibles en septembre, mais qu'une analyse détaillée est publiée au mois de mars de l'année suivante. En 2004, les rejets pour fin d'élimination et d'autres fins ont représenté 1,92 milliard de kilogrammes, dont 25 % par le secteur minier, 25 % par les centrales électriques, 15 % par l'industrie chimique et 12 % par l'industrie des

métaux de première fusion, mais les quantités déclarées ont diminué dans plusieurs secteurs. Le TRI a fait l'objet de modifications, notamment en 2006 pour que les données soient recueillies par l'intermédiaire du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord; l'instauration en cours, pour les déclarations de dioxines, des équivalences de toxicité ainsi que des mesures en grammes; l'élaboration en cours, par l'EPA, d'un cadre relatif aux métaux; la proposition de moyens d'alléger la tâche des établissements déclarants. Les responsables de cet inventaire s'emploient à améliorer la qualité, l'utilité et la disponibilité des données, et ils envisagent de mettre sur pied une tribune sur la qualité des données en recourant à un blogue, à un site Wikipédia ou à une page Web. On trouve de plus amples renseignements à l'adresse <[www.epa.gov/tri](http://www.epa.gov/tri)>.

Les participants s'intéressent à l'état d'avancement des moyens proposés pour alléger la tâche des déclarants (mais aucune annonce de décision n'est faite), aux contestations juridiques dans le secteur minier, au cadre relatif aux métaux, aux analyses sur le recyclage et aux transferts hors site envisagés par l'EPA, et aux incidences des déblais miniers. En réponse à une remarque sur le fait que le TRI ne vise pas la collecte de données sur les gaz à effet de serre, M. Smith mentionne que l'instauration du TRI avait pour but de s'attaquer aux problèmes que posent les substances toxiques, mais que de récentes poursuites en vue de supprimer de la liste du TRI certaines substances qui ne sont pas directement toxiques font en sorte qu'il est peu probable de voir l'ajout, à cette liste, de substances non toxiques telles que les gaz à effet de serre.

### **Le Registro de Emisiones y Transferencia de Contaminantes du Mexique**

La directrice générale de la gestion de la qualité de l'air et du *Registro de Emisiones y Transferencia de Contaminantes* (RETC, Registre de rejets et de transferts de polluants) au Semarnat, M<sup>me</sup> Ana Maria Contreras Vigil, donne un aperçu de ce programme et annonce la publication des toutes dernières données recueillies au cours de l'année 2004. Elle félicite M<sup>me</sup> Maricruz Rodríguez Gallegos et son équipe d'avoir franchi cette étape de la déclaration des données et résume les résultats obtenus en 2004, c'est-à-dire l'année où la déclaration des rejets et des transferts de polluants est devenue obligatoire dans le cadre du RETC. Selon une entente nationale conclue en mars 2005, les établissements industriels doivent produire des déclarations à l'égard de 104 substances chimiques, y compris les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques courants. Ces établissements ont produit plus de 11 000 déclarations par écrit en fonction des données de 2004 et 25 000 déclarations électroniques en fonction des données de 2005. Le RETC donne lieu à d'importantes activités de sensibilisation, dont la formation de 9 000 utilisateurs et la conception de vidéos didactiques.

Les établissements déclarent les substances qu'ils rejettent dans l'air, dans les eaux de surface ou sur le sol ou par injection souterraine, ainsi que celles qu'ils transfèrent à des fins d'évacuation à l'égout, de réutilisation, de cotraitement, de recyclage ou d'élimination. Le RETC est mis en œuvre en collaboration avec les gouvernements étatiques et les administrations municipales qui recueillent des données sur des établissements et milieux déterminés. Plusieurs États mexicains ont conclu une entente avec le Semarnat en matière de déclaration, certains d'entre eux disposent d'un cadre légal et huit recueillent déjà des données.

En ce qui a trait à l'année 2004, les rejets dans l'air ont représenté 250 000 tonnes, 3 500 tonnes dans les eaux de surface, 0,12 tonne sur le sol et 11,54 tonnes pour fin d'évacuation à l'égout. Quant aux rejets de gaz à effet de serre, ils ont représenté 1,39 milliard de tonnes. Les principales substances chimiques rejetées dans l'air comprenaient l'acide sulfurique

(241 588 tonnes), le formaldéhyde (6 562 tonnes), le dichlorométhane (833 tonnes) et le chloroéthylène (346 tonnes). Les principales substances chimiques rejetées sur le sol comprenaient le plomb (62,4 tonnes), le benzène (29,6 tonnes) et le nickel (10,3 tonnes). La plupart des transferts visaient le recyclage (49 %) et l'élimination (31 %). Le RETC sera soumis à des priorités, dont l'amélioration de la qualité des données, la publication d'un rapport national, la collaboration avec les États et l'élaboration d'une norme réglementaire nationale. On trouve de plus amples renseignements à l'adresse <[www.semarnat.gob.mx](http://www.semarnat.gob.mx)>.

Des participants s'étant dit inquiets de l'élimination éventuelle des gaz à effet de serre de la liste des substances visées par le RETC, M<sup>me</sup> Contreras Vigil indique qu'il a été décidé de ne pas les retirer de cette liste, notamment parce que leur déclaration dans le cadre du RETC complétera leur inventaire à l'échelle nationale. Elle précise qu'il est possible de faire des ajouts de substances chimiques à la liste au cours du processus d'élaboration de la norme nationale et d'examiner celles qui font partie de la liste mais qui ne donnent pas lieu à des déclarations de rejets ou de transferts. Les participants voulant connaître l'ampleur du programme de RETC, M<sup>me</sup> Contreras Vigil indique que sur 30 000 établissements, environ 25 000 ont produit une déclaration, soit une proportion d'environ 85 %. Au sujet de la qualité des données, elle déclare que le Semarnat a déployé beaucoup d'efforts pour corriger les données préliminaires en entrant en communication avec 500 établissements et en corrigeant 1 000 déclarations de substances chimiques au cours de la période de révision de 30 jours. Les données définitives tiennent compte de ces corrections. Parmi les erreurs, des établissements déclaraient des gaz à effet de serre à deux endroits ou s'étaient trompés d'unité de mesure. M<sup>me</sup> Contreras Vigil conclut en se disant intéressée à collaborer avec la CCE et d'autres entités en vue d'examiner les données du RETC, d'améliorer la qualité des données et d'élaborer des lignes directrices relatives aux déclarations.

### **Premier tableau des rejets et transferts dans les trois pays**

Une représentante de la société Environmental Economics International et conseillère auprès de la CCE, M<sup>me</sup> Sarah Rang, brosse le premier tableau des rejets et transferts de substances chimiques dans les trois pays. Il s'agit d'une étape importante dans le cadre du projet de RRTP de la CCE, car elle permet de mieux connaître l'ampleur de ces rejets et transferts de polluants sur le continent. Elle explique le déroulement du processus d'appariement des données et de leur analyse préliminaire en précisant que cet appariement des données recueillies par le truchement des trois inventaires nationaux s'effectue en fonction des substances, des secteurs et des exigences de déclaration. La combinaison des données sur les 650 substances visées par le TRI, les 300 visées par l'INRP et les 104 visées par le RETC forme un ensemble de données trilatérales sur quelque 60 mêmes substances. Par contre, l'appariement des données du TRI et de l'INRP a trait à quelque 200 mêmes substances. Quant à l'appariement des secteurs, il donne lieu à l'établissement d'une liste d'environ 15 secteurs communs que visent les trois inventaires nationaux, et qui comprend la plupart de ceux que comptent les domaines de la fabrication ainsi que les centrales électriques et les établissements qui produisent des déchets dangereux. Les données trilatérales ne concernent pas certains secteurs tels que le pétrole et le gaz. L'appariement par exigence de déclaration exclut certaines substances, dont l'arsenic et le cadmium, certains polluants atmosphériques courants et les gaz à effet de serre. Les seuils de déclaration des trois pays montrent également des différences notables qui peuvent avoir une incidence sur les analyses comparatives (p. ex., le Mexique n'a pas de seuil d'employés et les établissements peuvent produire des déclarations en fonction des seuils de rejets ou en se fondant sur la fabrication, le traitement ou un autre processus).

Les différences entre les trois pays en matière réglementaire nécessitent une plus grande comparabilité comme l'indique le *Plan d'action pour l'amélioration de la comparabilité des registres de rejets et de transferts de polluants en Amérique du Nord*. La CCE est en train d'analyser en profondeur les données en vue d'établir le rapport *À l'heure des comptes 2004*.

Les participants se disent heureux de la publication des données du RETC et en félicitent le Semarnat. Ils estiment important de multiplier les efforts en vue d'améliorer la qualité et la comparabilité des données. À cette fin, ils suggèrent de tenir des séances de formation, d'élaborer des lignes directrices relatives aux déclarations de rejets et de transferts de polluants et de mener des examens de la qualité des données. Ils suggèrent également de réaliser certaines analyses de données trilatérales, y compris de déterminer la quantité moyenne de rejets par établissement, d'analyser certains secteurs et d'établir une comparaison des effets que peuvent avoir les différents seuils. Des discussions révèlent que le Mexique se fonde sur des critères scientifiques rigoureux pour choisir les substances chimiques à déclarer, alors qu'au tout début de l'entrée en vigueur de leur inventaire respectif, le Canada et les États-Unis se sont fondés sur des listes existantes pour choisir les substances chimiques présentant les plus grands risques.

### **Deuxième séance : Initiatives industrielles transfrontalières pour rendre comparables et utiliser les données du RRTP**

La directrice du développement durable, de la santé et de la sécurité à l'Association de l'aluminium du Canada (AAC), M<sup>me</sup> Grace Barrasso, donne un aperçu des activités dans ce secteur industriel, de ses méthodes de déclaration en vertu de l'INRP et des indicateurs élaborés pour l'ensemble des entreprises qui sont membres du secteur. Elle soutient que les données de l'INRP seraient plus utiles avec une mise en contexte, par exemple en indiquant la capacité de production et en nommant les chefs de file du secteur. Elle indique qu'il existe des différences dans les déclarations que doit produire le secteur de l'aluminium en vertu de l'INRP et du TRI, notamment que les établissements visés par le TRI déclarent les rejets dans les eaux de surface contrairement à ceux visés par l'INRP, que les établissements visés par l'INRP déclarent les rejets de monoxyde de carbone contrairement à ceux visés par le TRI, et que les établissements du Canada ont recours à différents coefficients d'émissions. Les rapports établis à partir des données de l'INRP ont soulevé des difficultés dans les collectivités situées aux alentours des usines d'aluminium. Au tout début, dans les deux pays, ces usines se fondaient sur les données des inventaires pour réduire la pollution et fixer des objectifs à cette fin, alors qu'elles s'en servent présentement davantage pour déterminer si elles se conforment à leurs objectifs d'entreprise. Cela signifie que leurs objectifs se fondent maintenant sur d'autres éléments tels que le développement durable ou des programmes communautaires. L'AAC est en train d'élaborer des indicateurs de développement durable en s'inspirant de travaux menés en Europe.

Des participants ayant déclaré nécessaire de contrôler plus étroitement les boues rouges, l'un des résidus de la production d'aluminium qui constitue un problème dans certaines collectivités, M<sup>me</sup> Barrasso mentionne que l'AAC cherche des solutions en ce qui concerne ces boues, car cette situation n'est plus acceptable. Des participants posent également des questions sur le cycle de vie de l'aluminium transformé ainsi que sur les procédés généraux de sa fabrication.

La directrice du contrôle de la qualité de l'environnement à la société Daimler Chrysler, à Toluca, au Mexique, M<sup>me</sup> Beatriz López Linares, donne des détails sur les programmes

environnementaux dans cette usine de construction d'automobiles. Ses principales activités ont consisté à modifier la composition des peintures pour y réduire les composés organiques volatils, à installer des systèmes de traitement de l'eau et à recycler les déchets dangereux. Cette société a remporté de nombreux prix pour ses activités à caractère environnemental. Des participants lui ayant demandé en quoi consistait le programme relatif aux gaz à effet de serre de sa société, M<sup>me</sup> López Linares répond qu'elle a notamment déployé des efforts de reboisement. Elle indique également que les dirigeants de Daimler Chrysler trouvaient très simple de produire des déclarations dans le cadre du RETC. Le personnel a assisté à des séminaires et a bénéficié de l'aide de représentants de l'industrie et du gouvernement pour établir les déclarations. Elle soutient qu'il serait utile qu'un groupe de travail apporte son aide à chaque secteur pour produire les déclarations.

Jeffrey Burke a clôturé la session en décrivant brièvement la U.S. National Pollution Prevention Roundtable et ses activités avec ses homologues au Canada et au Mexique.

Dans les groupes de discussion, les participants ont examiné l'utilisation et l'échange de données de RRTP ainsi que la nécessité d'une mise en contexte. Certains jugent nécessaire de normaliser les données des RRTP en appliquant certaines mesures de production, mais d'autres estiment que cela s'avèrerait difficile compte tenu des différents secteurs qui produisent des déclarations. Certains autres déclarent que les données de RRTP ont été utilisées à mauvais escient et ont suscité des craintes dans les collectivités, mais d'autres sont d'avis qu'il est possible de présenter et d'interpréter les données des RRTP de diverses manières et qu'elles doivent servir de base de discussion. Il est également suggéré d'offrir une formation aux médias pour qu'ils puissent analyser et présenter les données des RRTP.

Au cours d'une réception en soirée, le directeur du bureau frontalier de l'EPA à San Diego, M. Tomás Torres, donne un aperçu du programme frontalier américano-mexicain pour 2012. Il explique que ce programme comporte six objectifs et donne lieu à un certain nombre de projets locaux relatifs, notamment, à une infrastructure d'alimentation en eau et d'égout, de modernisation des moteurs diesel de camion et d'autobus, d'élimination des dépôts de pneus, d'élaboration de guides de mesures d'urgence, et d'établissement de priorités et d'objectifs relativement aux sources de substances chimiques dangereuses. (Voir les sites <[www.epa.gov/Border2012](http://www.epa.gov/Border2012)> ou <[www.semarnat.gob.mx/frontera2012](http://www.semarnat.gob.mx/frontera2012)>).

## **Deuxième journée : le mercredi 29 novembre 2006**

La réunion commence avec une bénédiction de M<sup>me</sup> Teodora Cuero, une aînée Kumeyaay de La Huerta, une collectivité de l'État de Baja California, au Mexique.

### **Troisième séance : Les RRTP, les collectivités tribales et autochtones et la santé publique : Prise en compte des données des RRTP pour évaluer la santé dans ces collectivités**

Une professeure de l'Université du nord de la Colombie-Britannique, la D<sup>re</sup> Laurie Chan, explique que ses recherches portent sur la cartographie des données de l'INRP et consistent à estimer les répercussions de la pollution industrielle, à relever les endroits les plus pollués et à étudier le degré d'incidence sur la santé de l'exposition aux polluants toxiques. Elle indique que près d'un cinquième de la population autochtone du Canada, soit 200 000 personnes, est potentiellement exposé à la pollution des établissements visés par l'INRP. Au Canada, les points névralgiques sont l'Ontario pour le mercure, la Colombie-Britannique pour

les dioxines et furanes, et le Nouveau-Brunswick pour le plomb. La D<sup>re</sup> Chan s'emploie maintenant, avec d'autres professionnels de la santé, à recueillir des données sur l'issue des grossesses.

Un représentant de *l'Instituto Nacional del Cáncer* (Institut national du cancer) du Mexique, le D<sup>r</sup> Alvaro Osornio, aborde la question de la salubrité du milieu de vie des enfants et la possibilité de cartographier les lieux où les risques sont élevés pour leur santé. Il explique que l'étude de la salubrité du milieu de vie des enfants est principalement justifiée par le fait que ce milieu les expose à des substances toxiques par divers moyens, notamment à l'état utérin, lorsqu'ils portent les mains à la bouche avant de commencer à marcher, et en raison de leurs habitudes de jeu; il précise aussi qu'il s'agit d'un groupe qui n'a aucun pouvoir politique.

Le Dr. Osornio déclare que des cartes permettent d'énoncer des hypothèses, et énumère les différentes couches de données sur l'environnement et la santé que ce travail exige ainsi que certains des défis qu'il présente. Il conclut en mentionnant que les RRTP peuvent fournir l'une des couches de données.

Au cours d'une discussion en petit groupe, des participants affirment que l'on peut mettre en relation des effets aigus sur la santé, tels que des saignements de nez et des crises d'asthme, avec les rejets de substances chimiques. Les renversements, déversements ou fuites de substances ainsi que la pollution permanente revêtent également une grande importance pour la santé dans une collectivité. Des participants soutiennent que les analyses de la salubrité du milieu de vie sont influencées par des variables confusionnelles, notamment le changement de débit d'air, le délai entre l'exposition à des polluants et la fin de la grossesse, divers types d'exposition, divers polluants et la consommation de tabac.

### **Utilisation des données des RRTP dans les collectivités tribales et autochtones**

Le président du comité de l'environnement de la Première nation Aamjiwnaang, M. Ron Plain, fait état des conditions ambiantes à Ketegaunseebee (réserve de Garden River), près de Sault Ste-Marie, ainsi que dans sa collectivité qui se trouve à proximité de Sarnia, en Ontario. À Ketegaunseebee, la pollution que provoque l'épandage de sel sur les routes ainsi que les rejets industriels sont préoccupants sur le plan environnemental, et à Aamjiwnaang, les usines pétrochimiques et de polymères rejettent des substances nocives dans l'atmosphère. Ces émissions suscitent de grandes craintes car elles ont des incidences sur les habitudes de vie traditionnelles de ces collectivités (dont la chasse, la pêche et les cérémonies). Les données de l'INRP ont servi à comprendre le changement du ratio hommes-femmes, à exercer des pressions pour restreindre la délivrance de permis et à relever les émissions industrielles. Les émissions de nombreuses raffineries de la région de Sarnia dépassent constamment les normes américaines. Pour que les données de l'INRP soient utiles aux collectivités autochtones, il faudrait les exprimer sous une forme visuelle (dans de nouveaux documents), les expliquer en termes généraux et les mettre à la disposition des intervenants en matière de santé dans les tribus. Le fait de classer les établissements industriels aide le public à saisir la signification des données.

Une spécialiste de la qualité de l'air qui représente la Pala Band of Mission Indians, M<sup>me</sup> Paula Stigler, explique de quelle manière les collectivités tribales pourraient se servir des données du TRI. Il est possible de télécharger les données de RRTP ainsi que les cartes délimitant les collectivités tribales dans le site Web de l'atlas national des États-Unis, à l'adresse <[www.nationalatlas.gov](http://www.nationalatlas.gov)>. Quant aux données sur les rejets et les transferts, il est

possible de les télécharger dans le site Web de la CCE consacré au rapport *À l'heure des comptes*, à l'adresse <[www.cec.org](http://www.cec.org)>, et dans les sites Web gouvernementaux consacrés aux RRTP nationaux. M<sup>me</sup> Stigler indique que les données des RRTP sont utiles en vue d'en apprendre davantage sur les questions environnementales auxquelles sont confrontées les collectivités tribales, d'entamer des discussions avec les membres des tribus, d'entreprendre des recherches, de communiquer avec les collectivités, d'examiner les préoccupations avec les cadres des établissements industriels et de connaître les rejets et transferts des établissements environnants. Elle présente par ailleurs des cartes illustrant les établissements industriels et les terres tribales, ainsi qu'une étude de cas sur l'un de ces établissements, Survival Systems International Inc., qui est situé à l'intérieur de la réserve Rincon et qui rejette du styrène dans l'atmosphère.

Au cours des discussions en petits groupes, les participants ont discuté de moyens efficaces pour communiquer avec les collectivités tribales, notamment de présenter des informations sous une forme visuelle au cours de réunions tribales ou d'assemblées dominicales, de discuter avec des personnes-ressources des tribus, d'entrer en contact avec des spécialistes de l'environnement au sein d'organismes tribaux, de mettre de l'information sur les substances chimiques et leurs effets sur la santé à la disposition du personnel médical des réserves (médecins et infirmières et personnel chargé de promouvoir la santé), de communiquer de vive voix au lieu d'utiliser des courriels ou des imprimés, et de se servir de chiffres pour établir des comparaisons éloquentes. Les collectivités autochtones et les autres collectivités pourraient utilement se servir de registres pour consigner les odeurs et les effets sur la santé qu'ont les activités des établissements industriels, de même que de cartes illustrant l'emplacement de ces établissements; elles pourraient aussi établir des liens avec les syndicats et leur fournir le numéro de téléphone des personnes qui dirigent les établissements industriels en question. Des participants proposent aussi que la CCE forme un petit groupe de travail afin qu'il contribue à communiquer les données des RRTP aux collectivités autochtones. D'autres participants mentionnent que la communication des données ne doit pas se limiter à ces collectivités.

#### **Quatrième séance : Possibilités qui s'offrent en vue d'établir le rapport *À l'heure des comptes 2005***

Une conseillère auprès de la CCE, M<sup>me</sup> Danielle Vallée, donne un aperçu de la réunion des grands utilisateurs pour promouvoir le rapport et le site Web *À l'heure des comptes* que la CCE a organisée en août 2006. Elle précise que les participants y ont examiné la possibilité de donner une valeur ajoutée au rapport *À l'heure des comptes*, ont proposé des changements pour rationaliser ce rapport tout en améliorant le site *À l'heure des comptes en ligne*, et ont cerné des utilisateurs cibles. Le compte rendu de cette réunion est consultable à l'adresse <<http://www.cec.org/takingstock/index.cfm?varlan=français&CFID=16852616&CFTOKEN=80835792>>.

Le directeur des communications à la CCE, M. Evan Lloyd, présente les changements envisagés au site *À l'heure des comptes en ligne*, qui comprennent l'ajout de graphiques plus précis et d'autres documents explicatifs, ainsi que de nouvelles fonctions de recherche. M<sup>me</sup> Rang, de la société Environmental Economics International, présente neuf options pour le chapitre spécial du rapport *À l'heure des comptes 2005*. L'une d'elles, la cartographie des données de RRTP, fait l'objet d'un exposé distinct par le gestionnaire de l'information environnementale à la CCE, M. Cody Rice, qui explique diverses méthodes de cartographie,

présente des cartes illustrant différents éléments des données des RRTP et fait une démonstration des couches de données existantes.

Au cours de la discussion concernant le chapitre spécial, les participants portent primordialement intérêt à la première option, la cartographie des données de RRTP, et ensuite à la septième, les transferts pour fin d'élimination. Par ordre de préférence, elles sont suivies par la troisième option, l'utilisation des données de RRTP comme indicateurs et facteurs de pondération de la toxicité, et par la sixième, les analyses sectorielles en commençant par le secteur le plus suggéré, celui du pétrole et du gaz.

<b>Options pour le rapport A l'heure des comptes 2005</b>	<b>Observations</b>
1. Cartographie	<p>Intérêt manifesté par de nombreux participants.</p> <p>La cartographie permet d'expliquer les données et de les localiser.</p> <p>Création de couches de données pour les établissements, les rejets et la quantité de substances chimiques transférées; présentation également des couches de routes existantes.</p> <p>Pertinence d'un lien avec Google Earth.</p> <p>Pertinence de cartographier les bassins hydrographiques et atmosphériques.</p> <p>Pertinence d'ajouter d'autres couches à caractère environnemental, telles que les réserves hydriques, la végétation et les terres protégées.</p>
2. Suivi des progrès	<p>L'analyse pourrait s'avérer difficile car la CCE devra interviewer les cadres des établissements.</p> <p>Il est très difficile de savoir ce qui a occasionné des changements en se fondant sur les rapports de données des RRTP.</p> <p>Il serait peut-être plus pertinent que chaque pays se charge de cette tâche au lieu de la CCE.</p>
3. Indicateurs et pondération de la toxicité	<p>Intérêt porté aux indicateurs; de nombreuses entreprises se consacrent à l'élaboration d'indicateurs; les données des RRTP pourraient constituer un indicateur.</p> <p>Il est difficile de normaliser les données en raison du nombre de secteurs.</p> <p>Cette normalisation pourrait s'effectuer dans un secteur déterminé.</p> <p>La manière dont la CCE présente la pondération de la toxicité est perçue comme utile et suffisante (il serait difficile de faire plus); elle pourrait être également utile aux établissements pour établir un ordre de priorité à l'égard des polluants.</p>
4. Prévention de la pollution	<p>Intérêt à l'égard de ce sujet, mais certains participants ont l'impression que les données des RRTP sur la prévention de la pollution pourraient être restreintes et/ou de mauvaise qualité.</p> <p>Intérêt à renforcer la prévention de la pollution, discussion sur les éléments moteurs de cette prévention, et rôle des RRTP, des programmes de l'Organisation internationale de normalisation et d'autres programmes.</p>
5. Substances toxiques, biocumulatives et persistantes	<p>Intérêt à l'égard de ce sujet, particulièrement envers les tendances relatives aux métaux et aux dioxines et furanes.</p> <p>Intérêt à l'égard des motifs et des effets des différentes formes de déclaration concernant les substances toxiques, biocumulatives et persistantes.</p>

6. Analyses sectorielles	Intérêt probant des participants à l'égard de ce sujet; ils ont suggéré des analyses du secteur du pétrole et du gaz (non visé par le TRI), du secteur de l'électronique (non visé par le RETC) et du secteur minier (traitement des métaux visés par les trois RRTP). Le choix des secteurs pourrait se fonder sur des critères. Éléments intéressants à analyser : tendances, projections et normalisation.
7. Transferts pour fin d'élimination	Important en raison du grand nombre de transferts vers les sites d'enfouissement et d'un certain accroissement des transferts pour fin d'évacuation à l'égout. Les éléments intéressants concernant les transferts sont les emplacements, les quantités et les changements. Nécessité de suivre distinctement les transferts des rejets.
8. Partage de connaissances	Perçu comme faisant déjà partie d'une activité (Plan d'action de la CCE). Secondaire pour de nombreux participants.
9. Suggestions	Il est suggéré de centrer l'attention sur les métaux.

### **Orientations proposées pour le rapport *À l'heure des comptes 2005***

Les réunions annuelles de consultation offrent aux intéressés une occasion importante d'orienter l'établissement du rapport *À l'heure des comptes*. On trouve ci-dessous les orientations proposées pour le rapport *À l'heure des comptes 2005* qui tiennent compte des observations exprimés au cours des séances et de la disponibilité des ressources :

- Poursuivre l'analyse des données du TRI et de l'INRP.
- Continuer de présenter la deuxième année de données trilatérales tirées du TRI, de l'INRP et du RETC.
- Poursuivre l'amélioration du site *À l'heure des comptes en ligne* (analyse cohérente des établissements déclarants).
- Cartographier les données des RRTP dans le cadre du projet d'atlas nord-américain de la CCE.
- Envisager d'accorder une place prépondérante à la comparabilité.
- Rassembler davantage d'informations contextuelles relativement à la portée et aux limites des données de RRTP.
- Continuer d'inclure un chapitre spécial.

Les observations sur les rapports *À l'heure des comptes* sont bienvenues en tout temps. Prière de les transmettre à la CCE, à l'adresse figurant à l'intérieur de la page couverture des rapports.

## Annexe A : Liste des participants



*Annual Meeting of the Consultative Group for the North American Pollutant  
Release and Transfer Register (PRTR) Project*

*Grupo Consultivo del proyecto Registro de Emisiones y Transferencias  
de Contaminantes (RETC)*

**San Diego, California, United States**

**28-29 November 2006**

### **Provisional list of Participants / Lista provisional de participantes**

29-11-06

Please inform the Secretariat of any mistake or missing name  
Favor de informar al Secretariado de cualquier error u omisión

#### **CANADA**

##### **David Backstrom\***

Senior Advisor, Analysis & Interpretation  
Pollution Data Division  
Environment Canada, PVM 9<sup>th</sup> Floor  
351, St-Joseph Blvd  
Gatineau, QC K1A 0H3  
Tel: 819.953.6806  
Fax: 819.956.6047  
Email: [david.backstrom@ec.gc.ca](mailto:david.backstrom@ec.gc.ca)

##### **Grace Barrasso**

Director, Sustainable Development,  
Health and Safety  
Aluminum Association of Canada  
1010 Sherbrooke Street West, suite 1600  
Montréal, QC H3A 2R7  
Tel: 514.288.4842  
Fax: 514.288.0944  
Email: [gbarrasso@aluminum.gc.ca](mailto:gbarrasso@aluminum.gc.ca)

**Laurie Chan**

British Columbia Leadership Chair for Aboriginal  
Environmental Health  
University of Northern British Columbia  
3333 University Way  
Prince George, BC V2N 4Z9  
Tel: 250.960.5237  
Fax: 250.960.5163  
Email: [lchan@unbc.ca](mailto:lchan@unbc.ca)

**Yancy Craig**

Policy Analyst  
Environment Canada  
International Affairs Branch  
4th Floor, 10 Wellington Street  
Gatineau, QC K1A 0H3  
Tel: 819.953.7892  
Fax: 819.997.0199  
Email: [yancy.craig@ec.gc.ca](mailto:yancy.craig@ec.gc.ca)

**Jennifer Foulds**

Communications Director  
Environmental Defence / Pollution Watch  
317 Adelaide Street West, Suite 705  
Toronto, ON M4Y 1Z5  
Tel: 416.323.9521 x 232  
Fax: 416.323.9301  
Email: [jfoulds@environmentaldefence.ca](mailto:jfoulds@environmentaldefence.ca)

**Gene Ouellette**

Stantec  
200 - 325 - 25th Street SE  
Calgary AB T2A 7H8  
Tel: 403.716.1421  
Fax: 403.716.8039  
Email: [gene.ouellette@stantec.com](mailto:gene.ouellette@stantec.com)

**Edward Piché**

Director, Environmental Monitoring  
and Reporting Branch  
Ministry of Environment  
125 Resources Rd  
Etobicoke, ON M9P 3V6  
Tel: 416.235.6160  
Fax: 416.235.5770  
Email: [ed.piche@ontario.ca](mailto:ed.piche@ontario.ca)

**Alain Chung \***

Director, Pollution Data Division  
Environment Canada  
351, St-Joseph Blvd  
Gatineau, QC K1A 0H3  
Tel: 819.994.3127  
Fax: 819.956.6047  
Email: [alain.chung@ec.gc.ca](mailto:alain.chung@ec.gc.ca)

**Edith Forman**

Toronto District School Board  
5050 Yonge Street  
Toronto, ON M2N 5N8  
Tel: 416.397.3000  
Email: [communications@tdsb.on.ca](mailto:communications@tdsb.on.ca)

**Amy Nahwegahbow**

Research and Policy Analyst  
Environmental Stewardship Unit  
Assembly of First Nations  
473 Albert Street, suite 810  
Ottawa, ON K1R 5B4  
Tel: 613.241.6789 x 313  
Fax: 613.241.5808  
Email: [anahwegahbow@afn.ca](mailto:anahwegahbow@afn.ca)

**Merrell-Ann Phare**

Executive Director / Legal Counsel  
Centre for Indigenous Environmental Resources  
3rd Floor, 245 McDermont Ave.  
Winnipeg, MB R3B 0S6  
Tel: 204.956.0660  
Fax: 204.956.1895  
Email: [maphare@cier.ca](mailto:maphare@cier.ca)

**Ronald Plain**

Consultant  
No. 2 - 1206 Tashmoo Ave  
Aamjiwnaang First Nation, ON N7T 8A6  
Tel: 519.337.3144  
Email: [rplain@mail.com](mailto:rplain@mail.com)

**Robert Schutzman**

Director, Environmental Affairs, Canada  
IPSCO inc.  
P. O. Box 1670  
Regina, SK S4P 3C7  
Tel: 306.924.7483  
Fax: 306.924.7670  
Email: [rschutzman@ipsco.com](mailto:rschutzman@ipsco.com)

**Willem (Bill) Sluiman**

Executive Director  
Indigenous Cooperative on the Environment  
68 Queen Street P. O. Box 662  
Eganville, ON K0J 1T0  
Tel: 613.628.6209  
Fax: 613.628.6212  
Email: [bill@icenetwork.ca](mailto:bill@icenetwork.ca)

**Anna Tilman**

Co-Chair  
STORM Coalition  
7 Whitfield Court  
Aurora, ON L4G 5L8  
Tel: 905.841.0095  
Fax: 905.713.0562  
Email: [annatilman@sympatico.ca](mailto:annatilman@sympatico.ca)

**UNITED STATES****Hector Aguirre**

Border Coordinator  
U. S. EPA, Region 9  
75 Hawthorne Street  
San Francisco, CA 94105  
Tel: 415.972.3213  
Fax: 415.947.8026  
Email: [aguirre.hector@epa.gov](mailto:aguirre.hector@epa.gov)

**Cornelius Antone**

Environmental Specialist  
Tohono O'odham Nation – EPA  
P.O. Box 837  
Sells, AZ 85634  
Tel: 520.383.8113  
Fax: 520.383.8114  
Email: [cornelius.antone@tonation-nsn.gov](mailto:cornelius.antone@tonation-nsn.gov)

**Kristin Bolen**

GCO Associate  
EPA Toxics Release Inventory  
U.S. EPA Region 9  
75 Hawthorne Street, CED 4  
San Francisco, CA 94105  
Tel: 415.972.3019  
Fax: 415.947.3583  
Email: [bolen.Kristin@epa.gov](mailto:bolen.Kristin@epa.gov)

**Jeffrey Burke**

Executive Director  
National Pollution Prevention Roundtable  
11 DuPont Circle, NW, Suite 201  
Washington, DC 20036  
Tel: 202.299.9701  
Fax: 202.299.9704  
Email: [jeff@p2.org](mailto:jeff@p2.org)

**Nina Hapner**

Executive Director  
Native American / Environmental Protection  
Coalition  
42143 Avenida Alvarado, No. 2A  
Temecula, CA 92590  
Tel: 951.296.5595  
Fax: 951.296.5109  
Email: [naepc@naepc.com](mailto:naepc@naepc.com) /  
[tribalenvironmental@yahoo.com](mailto:tribalenvironmental@yahoo.com)

**Bryan Hargrove**

Environmental Program Assistant  
Rincon Tribe  
33750 Valley Center Rd.  
Valley Center, CA 92082  
Tel: 760.749.1051 x 2813  
Fax: 760.749.8901  
Email: [rinconepa@rincontribe.org](mailto:rinconepa@rincontribe.org)

**Jason Hill**

Los Coyotes Band of Indians  
Environmental Department  
PO Box 233  
Warner Springs, CA 92086  
Tel: 760.782.0712

**Foster Knight**

Vice President  
The Lexington Group, Environmental  
Management Consultants, Inc.  
110 Hartwell Avenue  
Lexington, MA 24021  
Tel: 781.674.7220  
Fax: 781.674.2851  
Email: [foster.knight@lexgrp.com](mailto:foster.knight@lexgrp.com)

**Mariela López**

Program Officer  
US EPA, Region 9, TRI Program  
75 Hawthorne Street  
San Francisco, CA 94105  
Tel: 415.972.3771  
Fax: 415.947.3583  
Email: [lopez.mariela@epa.gov](mailto:lopez.mariela@epa.gov)

**Maura Mack**

Chief, California Office  
of Binational Border Health  
3851 Rosecrans Street, ms P511B  
San Diego, CA 92110  
Tel: 619.692.5558  
Fax: 619.692.8821  
Email: [mmack@dhs.co.gov](mailto:mmack@dhs.co.gov)

**Enrique Manzanilla**

Director, Communities and Ecosystems Division  
U. S. EPA, Region 9  
75 Hawthorne Street  
San Francisco, CA 94105  
Tel: 415.972.3843  
Fax: 415.947.8026  
Email: [manzanilla.enrique@epa.gov](mailto:manzanilla.enrique@epa.gov)

**Thomas Natan**

Research Director  
National Environmental Trust  
1200 18th St. NW 5th Floor  
Washington, DC 20009  
Tel: 202.887.8828  
Fax: 202.887.8889  
Email: [tnatan@net.org](mailto:tnatan@net.org)

**Talli Nauman**

Environmental Analyst  
Interhemispheric Resource Center (IRC)  
Americas Program  
11853 Acorn Ridge Rd.  
Spearfish, SD 57783-3307  
Tel: 605.269.2206  
Fax: 605.269.2206  
Email: [talli@huges.net](mailto:talli@huges.net) / [talli@irc-online.org](mailto:talli@irc-online.org)

**Yvonne Perry**

Office Manager  
Native American / Environmental Protection  
Coalition  
42143 Avenida Alvarado, No. 2A  
Temecula, CA 92590  
Tel: 951.296.5595  
Fax: 951.296.5109  
Email: [naepc@naepc.com](mailto:naepc@naepc.com)

**Keith Pezzoli**

Professor, University of California at San Diego  
Urban Studies and Planning Program, 0517  
9500 Gilman Drive  
La Jolla, CA 92093-0517  
Tel: 858.534.3691  
Fax: 858.534.1691  
Email: [kpezzoli@ucsd.edu](mailto:kpezzoli@ucsd.edu)

**Hiram Alejandro Sarabia-Ramirez**

University of California, San Diego  
Superfund Basic Research Program - Research  
Translation Core Staff Research Associate  
Urban Studies and Planning Program  
0517 9500 Gilman Drive  
La Jolla, CA 92093-0517  
Tel: 858.534.3691  
Fax: 858.534.1691  
Email: [hsarabia@ucsd.edu](mailto:hsarabia@ucsd.edu)

**Amelia Simpson**

Director, Border Environmental Justice Campaign  
Environmental Health Coalition  
401 Mile of Cars Way, Suite 310  
National City, CA 91950  
Tel: 619.474.0220 x 116  
Fax: 619.474.1210  
Email: [amelias@environmentalhealth.org](mailto:amelias@environmentalhealth.org)

**Ben Smith \***

Associate Director, Toxics Release Inventory Program Division  
U. S. Environmental Protection Agency. Toxics Release Inventory Program Division (2844T)  
Office of Environmental Information  
1200 Pennsylvania Avenue, NW  
Washington, DC 20460  
Tel: 202.566.0816  
Fax: 202.566.0715  
Email: [smith.ben@epa.gov](mailto:smith.ben@epa.gov)

**Colin Soto**

Tribal Representative for the U. S. Governmental Advisory Committee (GAC)  
Cocopah Tribe  
10241 Steamboat St.  
Somerton, AZ 85350  
Email: [soto10241@aol.com](mailto:soto10241@aol.com)

**Paula Stigler**

Environmental Health Specialist  
Pala Band of Missions Indians  
12196 Pala Mission Road  
Pala, CA 92059  
Tel: 760.891.3511  
Fax: 760.742.3189  
Email: [pstigler@palatribe.com](mailto:pstigler@palatribe.com)

**Wilma Subra**

Technical Advisor to Lean  
Louisiana Environmental Action Network  
P.O. Box 9813  
New Iberia, LA 70562  
Tel: 337.367.2216  
Email: [subracom@aol.com](mailto:subracom@aol.com)

**Steven Sumida**

Acting Executive Director  
Alaska Inter-Tribal Council  
1569 S. Bragaw St., Suite 102  
Anchorage, AL 99508  
Tel: 907.563.9334  
Fax: 907.563.9337  
Email: [aitc@alaskaintertribal.org](mailto:aitc@alaskaintertribal.org)

**Tomás Torres**

Director, San Diego Border Office  
U. S. EPA, Region 9  
610 West Ash Street, Suite 905  
San Diego, CA 92101  
Tel : 619.235.4775  
Fax : 619.235.4771  
Email: [torres.tomas@epa.gov](mailto:torres.tomas@epa.gov)

**Luis Troche**

US EPA GSC Rep  
US EPA, OIA  
1200 Pennsylvania Ave. NW (1660R)  
Washington, DC. 20460  
Tel : 202.564.2870  
Email: [troche.luis@epa.gov](mailto:troche.luis@epa.gov)

**México****Rosa María Armendariz Muñoz**

Secretaria General y Presidenta de la Región Centro del CCDS  
Confederación Nacional Campesina de Indígenas y Productores Rurales A. C.  
CNCINPRO  
Puebla No. 302 Despacho 601  
México, D. F. 621  
Tel: 5255 5525 8618  
Fax: 5255 5525 8618  
Email: [cncinpro\\_ac@yahoo.com.mx](mailto:cncinpro_ac@yahoo.com.mx)

**Javier Ceseña**

Presidente  
Instituto de Culturas Nativas de B. C. A. C.  
Calle 8 No 812 Zona Centro  
Ensenada, Baja California 22800  
Tel: 5264 6178 8780  
Fax: 5264 6178 8093  
Email: [cunabc@telnor.net](mailto:cunabc@telnor.net)

**Ana María Contreras Vigil \***

Directora General de Gestión de la Calidad del Aire y RETC  
Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales  
Av. Revolución 1425, Col. Tlacopác,  
Del. Álvaro Obregón  
México, D.F. 1040  
Tel: 5255 5624 3500  
Fax: 5255 5624 3596  
Email: [ana.contreras@semanat.gob.mx](mailto:ana.contreras@semanat.gob.mx)

**Teodora Cuero (the Elder)**

Comunidad de La Huerta  
Baja California Mexico  
Can be reached through CUNA

**Horacio González**

Director, Alianza para el Desarrollo Sustentable en las Comunidades Indígenas de Baja California (ADESU)  
Calle 8 No. 812 Zona Centro  
Ensenada, Baja California 22800  
Tel: 5264 6178 8780  
Fax: 5264 6178 8093  
Email: [director@adesu.org](mailto:director@adesu.org)

**Beatriz López Linares**

Superintendente de Control Ambiental  
Daimler Chrysler de México, S. A. de C. V.  
Complejo Toluca.  
Km 60.5 Carretera México - Toluca  
Toluca, Estado de México 50000  
Tel: 5272 2279 5000 x 5308  
Email: [bl4@daimlerchrysler.com](mailto:bl4@daimlerchrysler.com)

**Maricruz Rodríguez Gallegos \***

Directora de Regulación Industrial y RETC  
Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales  
Av. Revolución 1425, Col. Tlacopác, Delegación  
Álvaro Obregon  
México, D.F. 1040  
Tel: 52 555 624 3389 / 91  
Fax: 555 624 35 95  
Email: [mrgallegos@semarnat.gob.mx](mailto:mrgallegos@semarnat.gob.mx)

**Maite Cortés García Lozano**

Miembro a cargo del Programa sobre Salud y Tóxicos  
Colectivo Ecologista Jalisco, AC  
Ley 2985 Depto. 1, Residencial Juan Manuel  
Guadalajara, Jalisco. 44680  
Tel: 5233 3342 3270  
Fax: 5233 3615 0948  
Email: [maite@cej.org.mx](mailto:maite@cej.org.mx)

**Marco de la O**

Ingeniero, Comisión Nacional Para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas, Gobierno Federal, México  
Av. Vicente Guerrero No.185. Fracc. Bahía  
Ensenada, Baja California  
Tel: 5264 6177 0500  
Fax: 5264 6176 4275

**Graciela González Torres**

Directora de Ecología,  
Fomento Agropecuario y Forestal  
H. Ayuntamiento de El Salto  
Libertad N. 330  
El Salto, Jalisco 45680  
Tel: 5233 3284 1240 x 177 y 147  
Email: [ggonzalezecosalto@yahoo.com.mx](mailto:ggonzalezecosalto@yahoo.com.mx)

**Alvaro Roman Osornio Vargas**

Head, Environmental Health  
Programa Universitario e Medio Ambiente -  
Instituto Nacional de Cancerología.  
Av. San Fernando 22, Col. Sección XVI  
México, D.F. 14080  
Tel: 5255 5622 5212  
Fax: 5255 5622 5207  
Email: [aosornio\\_06@servidor.unam.mx](mailto:aosornio_06@servidor.unam.mx)

**Rito Silva**

Comunidad de San José de la Zorra  
Baja California Mexico  
Can be reached through CUNA

**Laura Silvan**

Directora, Proyecto Fronterizo  
de Educación Ambiental  
Paseo Estrella del Mar 1025-2A Sección  
Coronado, Playas de Tijuana 22504  
Tel: 630 0590 or 630 92 81  
Fax: 664 630 9281  
Email: [silvan@proyectofronterizo.org.mx](mailto:silvan@proyectofronterizo.org.mx)

**Miguel Angel Torres Guerrero**

Co-director, Periodismo para Elevar  
la Conciencia Ecológica  
Rancho Viejo 137  
Aguascalientes, Aguascalientes 20196  
Tel: 449 974 5761  
Email: [balam56@yahoo.com](mailto:balam56@yahoo.com)

**CEC SECRETARIAT****393, St-Jacques Street West, suite 200****Montreal, QC H2Y 1N9****Tel: (514) 350-4300****Keith Chanon**

Program Manager  
Pollutants and Health, PRTR  
Email: [kchanon@cec.org](mailto:kchanon@cec.org)

**Felipe Adrián Vázquez Galvez**

Executive Director  
Email: [avazquez@cec.org](mailto:avazquez@cec.org)

**Doug Wright**

Director of Programs  
Email: [dwright@cec.org](mailto:dwright@cec.org)

**Evan Lloyd**

Communications Director  
Email: [elloyd@cec.org](mailto:elloyd@cec.org)

**Cody Rice**

Program Manager  
Environmental Information  
Email: [crice@cec.org](mailto:crice@cec.org)

**Danielle Vallée**

Consultant  
Email: [dvallee@cec.org](mailto:dvallee@cec.org)

**Jessica Levine**

Consultant  
Email: [jlevine@cec.org](mailto:jlevine@cec.org)

**Sarah Rang**

Partner  
Environmental Economics  
317 Adelaide Street West, Suite 705  
Toronto, ON M5V 1P9  
Tel : 416.972.7400  
Email: [srang@enveei.com](mailto:srang@enveei.com)

**Isabel Kreiner**

Consultora  
UV Lateinamerika, SRL de CV  
Juan de la Barrera 95 - 402, Col. Condesa  
México, D.F. 6140  
Tel : 5255 5624 5757  
Email: [uvlatein@prodigy.net.mx](mailto:uvlatein@prodigy.net.mx)

**Marilou Nichols**

Assistant, Pollutants and Health  
Email: [mnichols@cec.org](mailto:mnichols@cec.org)

**Olga Sotelo**

Meeting Services Assistant  
Email: [osotelo@cec.org](mailto:osotelo@cec.org)

